

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

S3/c dg

**DIRECTION DE L'INTERMINISTERIALITE
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Bureau des procédures environnementales et foncières

Installation classée pour la protection de l'environnement

AUTORISATION

SARL DE L'AVRESNE
La Petite Moncouaillère
ST MACAIRE EN MAUGES
49450 SÈVREMOINE

DIDD - 2016 - n° 63

ARRÊTÉ

**La Préfète de Maine-et-Loire,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le Code de l'environnement, et notamment son Livre V ;

VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, relatif à la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles ;

VU l'arrêté du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage et de stabilisation biologique aérobie soumises à autorisation en application du titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées ;

VU la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté D3-2007-n° 449 du 1^{er} août 2007 autorisant la SARL DE L'AVRESNE à SAINT MACAIRE EN MAUGES à exploiter une activité de fabrication d'engrais et de supports de cultures à partir de matières organiques, par compostage ;

VU la demande présentée par les gérants de la SARL DE L'AVRESNE à SAINT MACAIRE EN MAUGES, pour augmenter la capacité de production des composts et diversifier la nature des produits entrants ;

VU le plan annexé au dossier ;

VU le rapport du directeur départemental de la protection des populations en date du 12 mai 2016 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 26 mai 2016 ;

Serv action	Serv info	OS	E	NE
N°		Dossier / Note :		
DDPP 49	- 5 SEP. 2016		Dom. act	
CS	Action	Infos		

CONSIDÉRANT l'évolution réglementaire concernant la nomenclature des installations classées (création de la rubrique n° 2780 relative au compostage) ;

CONSIDÉRANT les agrandissements intervenus sur le site ;

CONSIDÉRANT le transfert de certaines des activités exercées sur l'EARL MERIAU (séchage et stockage de grains) ;

CONSIDÉRANT la demande de l'exploitant d'être autorisé à composter des boues de station d'épuration urbaines ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L.512.1 du livre V du Code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du livre V du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

Article 1 : AUTORISATION D'EXPLOITER

La société SARL DE L'AVRESNE dont le siège social est situé au lieu dit "La Petite Moncouaillère" - SAINT MACAIRE EN MAUGES - 49450 SÈVREMOINE est autorisée, sous réserve du droit des tiers, à exploiter à la même adresse une activité de compostage de déchets non dangereux ou matière végétale, de séchage et stockage de céréales.

Ces activités relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Numéros	Désignation	A ou D Rayon d'affichage	Capacité autorisée
2780	Installations de compostage de déchets non dangereux ou matière végétale 1) compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires : a. La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 50 t /j 2) compostage de fraction fermentescible de déchets triés à la source ou sur site, de boues de station d'épuration des eaux urbaines a. La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 20 t /j 3) compostage d'autres déchets	A 3 km	80 t /j 15 t /j 18 t/j
4718	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).	DC	12,5 t
1530	2) Dépôt de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues >1000 m ³ mais ≤ 20000 m ³	D	5000 m ³ de végétaux - paille
2160	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires, ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable	DC	14 500 m ³

2910	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771	NC	
------	--	----	--

Article 2 : PRESCRIPTIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

2.1 - DÉCLARATION D'ACCIDENT OU DE POLLUTION ACCIDENTELLE

L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du Code de l'environnement.

Il précise dans un rapport les origines et les causes du phénomène, ses conséquences, ainsi que les mesures palliatives et préventives.

2.2 - MODIFICATIONS

Tout projet de modification des ateliers ou des installations, de leur mode d'utilisation ou de leur voisinage, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet de Maine et Loire.

Toute modification apportée à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable de l'impact, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle demande d'autorisation.

2.3 - CESSATION D'ACTIVITÉ

En cas de cessation d'activités, l'exploitant doit en informer le préfet dès le mois qui suit. L'exploitant doit remettre à ses frais, le site des installations dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou des inconvénients mentionnés dans le Code de l'environnement livre V.

2.4 - CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouvel exploitant et s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

Article 3 : IMPLANTATION ET AMÉNAGEMENT

3.1 - RÈGLES D'IMPLANTATION

Les installations sont implantées, aménagées et exploitées conformément aux dispositions décrites dans le dossier modificatif et au plan joint au présent arrêté (annexe 1).

Sans préjudice de l'application de la réglementation générale, les prescriptions du présent arrêté ne sont pas opposables à la mise en conformité aux prescriptions prévues par la réglementation spécifique et liée aux activités de l'établissement.

3.2 - INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement ...).

Une haie bocagère est implantée en limite de propriété le long du chemin piétonnier telle que définie dans l'étude d'impact.

3.3 - ACCESSIBILITÉ

L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

A l'intérieur de l'établissement, les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté.

L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement à l'intérieur de son établissement.

3.4 - AMÉNAGEMENT

Au sens du présent arrêté l'installation de compostage est l'installation qui, par un procédé biologique aérobie contrôlé, permet la stabilisation par dégradation/réorganisation de la matière organique et conduit à l'obtention d'un compost destiné à être mis sur le marché ou utilisé comme matière fertilisante ou support de culture, ou comme matière première pour la fabrication de matière fertilisante ou support de culture.

L'installation comprend :

- une zone de réception et de stockage
 - *des déchets verts, stockés au fur et à mesure pour une durée de six mois avant broyage (le stock de structurant ainsi constitué en automne hiver sera utilisé au printemps et en été) ;
 - *d'effluents d'élevage (fumiers de volailles).
- un local de fermentation où après passage à la mélangeuse et humidification du mélange, les matières premières sont chargées en cellules (six cellules) de compostage dans lesquelles la phase de fermentation active se déroule de 3 à 5 semaines par ensemencement par micro organismes. Un contrôle de la température est effectué en continu et enregistré informatiquement.
- un local de maturation où les matières finissent d'évoluer pendant au moins 3 mois avant stockage du compost stabilisé.

La surface des installations de compostage couvre au total 7953 m².

3.5 - RÉTENTION SUR LES AIRES ET LOCAUX DE TRAVAIL

Le sol des aires définies au point précédent est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de ruissellement ayant transité sur ces zones et les éventuelles eaux de procédé.

Les effluents recueillis sont recyclés sur les matières en fermentation active pour assurer leur humidification optimale ou traités conformément au point 6.5.3.

Article 4 : EXPLOITATION ET ENTRETIEN

4.1 - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITATION

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation. Le personnel d'exploitation doit être particulièrement vigilant pour n'accepter que des chargements de matières autorisées, conformément à la procédure spécifiée au point 4.2.1.

4.2 - CONTROLE DE L'ACCÈS

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations. Le centre de compostage est clôturé de façon à interdire l'accès à toute personne ou véhicule en dehors des heures d'ouverture.

4.2.1. Procédure d'admission

Sans préjudice des dispositions prévues par d'autres réglementations, et notamment celles prises en application du Code rural et de la pêche maritime, les matières admissibles en traitement par compostage sont les suivantes :

- matières organiques d'origine animale : lisiers (fumiers de bovins, fientes de volailles, fumiers de volailles) et matières stercoraires, protéines animales transformées et farines animales ;
- matières organiques d'origine végétale n'ayant pas subi de traitement chimique (déchets verts et ligneux) ;
- boues de station d'épuration urbaine , matières de vidange et digestats de méthanisation ;
- cendres ;
- coquilles d'œufs, graisses alimentaires et déchets d'usines d'alimentation animale.

Les matières admissibles en incorporation dans le compost comprennent les sous-produits animaux transformés non destinés à la consommation humaine de catégorie 2 ou 3 respectant les prescriptions du règlement n° 1069/2009 du 21 octobre 2009.

Avant d'admettre une matière première dans son installation, l'exploitant élabore un cahier des charges définissant la qualité des matières premières admissibles.

En particulier, en ce qui concerne les fumiers de volailles, il s'assure que ces matières proviennent d'un élevage indemne de salmonelles de souche Hadar, Enteritidis, Infantis, Typhimurium, Virchow et Kentucky, et fait apparaître cette clause sanitaire dans le cahier des charges et/ou dans le contrat de reprise de ces fumiers avec le fournisseur.

En vue de vérifier leur admissibilité, l'exploitant demande au fournisseur des matières à composter, une information préalable sur leur nature et leur origine, ainsi que leur conformité par rapport au cahier des charges. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins deux ans par l'exploitant.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées, le recueil des cahiers des charges et des informations préalables qui lui ont été adressées.

Des conventions sont établies et signées entre les différentes parties.

En ce qui concerne les boues de station d'épuration, elles ne sont acceptées sur le site qu'au vu de résultats d'analyses montrant leur aptitude à l'épandage agricole (arrêté du 8 janvier 1998).

4.2.2. Nettoyage - entretien - lutte contre les nuisibles

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et rongeurs.

4.3 - REGISTRE ENTRÉE/SORTIE ET DOCUMENTS

Entrée :

Après vérification de l'existence d'une convention, chaque arrivage de matières premières sur le site pour compostage donnera lieu à un enregistrement de :

- la date de réception, et les quantités reçues ;
- l'identification du producteur des matières premières et leur origine avec la référence de l'information préalable correspondante ;
- la nature et les caractéristiques des matières premières reçues.

Les livraisons refusées sont également mentionnées dans ce registre, avec mention des motifs de refus.

Sortie :

Les mouvements de composts feront l'objet d'un enregistrement indiquant au minimum :

- la date, la quantité enlevée et les caractéristiques du compost (analyses / norme de référence) par rapport aux critères spécifiés à l'article 5 et la référence du lot correspondant ;
- l'identité et les coordonnées du client.

Ces données seront archivées pendant une durée minimale de 10 ans et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôles chargées des articles L.255-1 à L.255-11 du Code rural et de la pêche maritime.

4.4 - CONDITIONS DE STOCKAGE

Le stockage des matières premières et des composts doit se faire de manière séparée, par nature de produits, sur les aires identifiées réservées à cet effet.

La hauteur maximale des stocks est limitée en permanence à 3 mètres, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées.

La durée d'entreposage sur le site des composts produits sera inférieure à un an.

Un bilan de la production de compost sera établi annuellement, avec indication de la production journalière correspondante, et sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôles chargées des articles L.255-1 à L.255-11 du Code rural et de la pêche maritime.

4.5 - CONTRÔLE ET SUIVI DU PROCÉDÉ

La gestion doit se faire par lots séparés de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes (exemple : mêmes matières premières, mêmes dosages, mêmes dates de fabrication, ...).

L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi sur lequel il reporte toutes informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage, et en particulier : mesures de température, rapport C/N (carbone/azote), humidité, périodes d'aération et des arrosages éventuels.

Les mesures de température sont réalisées à une fréquence au moins hebdomadaire.

La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

Ces documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 10 ans.

Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

Article 5 : UTILISATION DU COMPOST

Pour utiliser ou mettre sur le marché, même à titre gratuit, le compost produit, la matière fertilisante ou le support de culture ainsi obtenu, l'exploitant doit se conformer aux dispositions des articles L.255-1 à L.255-11 du Code rural et de la pêche maritime relatifs à la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de culture.

Les justificatifs nécessaires seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L.255-1 à L.255-11 du Code rural et de la pêche maritime.

A défaut de disposer d'une homologation, d'une autorisation provisoire de vente, d'une autorisation de distribution pour expérimentation, ou d'avoir un compost ou une matière conforme à une norme d'application obligatoire, l'exploitant doit respecter les dispositions réglementaires en matière d'épandage.

Article 6 : RISQUES

6.1 - MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, ...) privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à combattre ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours. Un système d'ouverture du portail compatible avec le matériel des sapeurs pompiers (soit un triangle mâle de 11 x 11 x 11 mm) est mis en place.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

En cas d'exploitation par andains, l'exploitant doit disposer d'une aire réservée laissée disponible, de superficie au moins égale à 2 fois la surface d'un andain, et d'un engin approprié permettant d'étaler un tas en feu.

6.2 - LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé.

6.3 - INTERDICTION DES FEUX

Dans les parties de l'installation, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque. Cette interdiction doit être affichée en limite de ces zones en caractères apparents.

6.4 - CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc...

6.5 - EAU

6.5.1. Prélèvements

Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs doivent être relevés toutes les semaines si le débit moyen prélevé est supérieur à 10 m³/j. Le résultat de ces mesures doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif anti-retour.

6.5.2. Consommation

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau, sans compromettre le bon déroulement du compostage.

6.5.3. Réseaux de collecte

Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires très chargées (jus de fermentation), des eaux pluviales de ruissellement sur les aires extérieures imperméabilisées, faiblement chargées, et des eaux pluviales de toitures ne présentant aucun risque sanitaire.

Les jus de fermentation sont dirigés dans une fosse géomembrane d'un volume de 200 m³ correspondant aux besoins annuels de stockage pour l'humidification des andains, et font l'objet en cas d'excédent, d'un épandage sur l'exploitation de l'EARL MERIAU.

Les eaux pluviales des toitures sont rejetées dans l'étang situé en contrebas du site.

Les eaux pluviales de ruissellement sont collectées sur les aires imperméabilisées (aire de stockage des déchets verts, voies de circulation) et dirigées vers la fosse géomembrane évoquée ci-dessus.

Sont également raccordées à ce dispositif de stockage les eaux provenant de l'aire de lavage des véhicules de livraison.

Les eaux d'extinction d'incendie doivent pouvoir être dirigées vers un bassin de décantation, dont la capacité est dimensionnée en fonction des volumes d'eau susceptibles d'être recueillis. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, traitement approprié.

6.5.4. Interdiction des rejets en nappe

Le rejet direct ou indirect même après épuration d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.

6.6 - AIR - ODEURS

6.6.1. Sources potentielles

Lorsqu'il y a des sources potentielles d'émanations malodorantes (bassin de stockage, andains, ...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter au maximum la gêne pour le voisinage.

Le niveau d'une odeur ou concentration d'un mélange odorant est défini conventionnellement comme étant le facteur de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population.

Le débit d'odeurs est défini conventionnellement comme étant le produit du débit d'air rejeté, exprimé en m³ /h, par le facteur de dilution au seuil de perception.

L'exploitant des installations établit la liste des principales sources odorantes, qu'elles soient continues ou discontinues et, après caractérisation de celles-ci, réalisent une étude de dispersion pour vérifier que leur installation respecte l'objectif de qualité de l'air mentionné ci-dessus. En cas de non-respect de la limite de 5 uoE /m³, les améliorations nécessaires pour atteindre cet objectif de qualité de l'air doivent être apportées à l'installation ou à ses modalités d'exploitation. L'étude de dispersion est réalisée aux frais de l'exploitant et sous sa responsabilité par un organisme

compétent. Elle n'est toutefois pas obligatoire lorsque le débit d'odeur global de l'installation ne dépasse pas la valeur de 20 millions d'unités d'odeur européennes par heure en Conditions normalisées pour l'olfactométrie (20.106 uoE/h) ou lorsque l'environnement de l'installation présente une sensibilité particulièrement faible.

6.6.2. Prévention

L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

- des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place le cas échéant autour de l'installation ;
- pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâches seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances.

6.7 - DÉCHETS

6.7.1. Récupération - recyclage - élimination

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations habilitées à les recevoir dans des conditions fixées par la réglementation en vigueur.

6.7.2. Stockage des déchets

Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs) et évacués régulièrement.

6.8 - BRUIT ET VIBRATIONS

6.8.1. Valeurs limites de bruit

Au sens du présent arrêté, on appelle :

- émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ;

- zones à émergence réglementée ;

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de la déclaration, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;

- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de la déclaration ;

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de la déclaration dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Pour les installations existantes (déclarées avant le 1^{er} janvier 1998), la date de la déclaration est remplacée, dans la définition ci-dessus des zones à émergence réglementée, par la date du présent arrêté.

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidoienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles.

Les bruits émis par les installations respectent les émergences maximales annoncées ci-après dans les zones à émergences réglementées au sens de l'arrêté du 23 janvier 1997 :

* 5 dB(A) pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés lorsque le niveau de bruit ambiant est Supérieur à 45 dB(A)

* 6 dB(A) pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés lorsque le niveau de bruit ambiant est Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)

* 3 dB(A) pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés lorsque le niveau de bruit ambiant est Supérieur à 45 dB(A)

* 4 dB(A) pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés lorsque le niveau de bruit ambiant est Supérieur à 45 dB(A).

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessous :

Niveau de bruit ambiant	Emergence admissible	
	de 7H00 à 22H00	de 22H00 à 07H00
> 35 dB(A) et > 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
> 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
	sauf dimanches et jours fériés	y compris dimanches et jours fériés

6.8.2. Véhicules, engins de chantier

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation doivent être conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

6.8.3. Vibrations

Les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 sont applicables.

6.8.4. Mesure de bruit

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.
Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

6.6 - REMISE EN ÉTAT EN FIN D'EXPLOITATION

6.9.1. Élimination des déchets en fin d'exploitation

En fin d'exploitation, tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées.

6.9.2. Traitement des cuves

Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées, elles doivent être rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

Article 7 : ABROGATION

L'arrêté D3-2007- n° 449 du 1^{er} août 2007 est abrogé.

Article 8 :

Le Secrétaire général de la Préfecture, le Sous-préfet de CHOLET, le maire de SÈVREMOINE, les inspecteurs des installations classées, et le Commandant du groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, établi en deux exemplaires originaux.

Fait à ANGERS, le 22 AOÛT 2016

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture



Pascal GAUCI

***Délais et voies de recours :** Conformément aux dispositions des articles L.515-27 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours est pour les tiers, personnes physiques ou morales, communes intéressées ou leurs groupements d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de la présente décision, le délai est prorogé de six mois à compter de la mise en service de l'installation. Pour le demandeur ou l'exploitant, le délai est de deux mois et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté.*

" La Petite Moncouaillère " 49450 St MACAIRE-EN-MAUGES

Limite de propriété de la SARL DE L'AVRESNE

ANGERS, le 22 AOÛT 2016
Le Préfet,

GUY BRICHETEAU

Section : A1 - Echelle : 1 / 2500

PC2

classés par : A-C

Les experts du conseil d'administration ont également jugé la contribution de la recherche scientifique, notamment dans le domaine de la santé, à la croissance économique et à l'innovation. Les experts ont également souligné la contribution de la recherche scientifique à la croissance économique et à l'innovation.

